ASSOCIATION DES FEMMES DE DIPLOMATES ÉTRANGERS EN ALGÉRIE

Don d'un bus pour les enfants orphelins

L'Association des femmes de diplomates étrangers en Algérie a fait, hier, don d'un bus au profit des enfants orphelins et nécessiteux.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Au cours d'une cérémonie qui a eu lieu hier au centre des soins psychologiques de Bentalha, les épouses des diplomates accrédités en Algérie ont fait don d'un bus au profit de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (Forem).

Cette action charitable est destinée aux enfants orphelins et nécessiteux qui ont, pour l'occasion, été invités à un déjeuner. La présidente de l'association, Claudia Van Driessche, épouse de l'ambassadeur du royaume de la Belgique en Algérie, a ainsi invité sur place les enfants orphelins du centre, victimes du terrorisme, à découvrir le bus qui devra dorénavant les transporter pour leurs différentes sorties.

Cette association, qui active depuis une quinzaine d'années, procède régulièrement, selon Claudia Van Driessche, à des dons au profit des enfants nécessiteux, et la dernière action remonte à décembre 2010. «Nous organisons régulièrement des galas et des soirées à travers lesquels nous récoltons de l'argent pour ensuite l'investir dans l'achat de médicaments, couches-bébés, tenues vestimentaires et autres, au profit des enfants nécessiteux. Le mois de mars prochain nous comptons organiser un déjeuner international à Alger, l'accès sera payant et cela nous permettra, encore une fois, de faire des dons à cette frange défavorisée de la société», a-t-elle ajouté. En outre, Mohamed Mazouz, président du Groupe Mazouz, spécialisé dans la vente de véhicules utilitaires et engins de travaux publics, qui a pris part à la cérémonie, s'est engagé à assurer personnellement le chauffeur et le carburant du bus, ainsi que le service après-vente. Il a également affirmé sa disposition à fournir des tables et des chaises en plastique, du jus et de l'eau minérale, pour les enfants du centre ainsi qu'une année de salaire estimée à 350 millions de centimes pour les employés de la Forem.

M. M.

DES VILLES LIVRÉES À ELLES-MÊMES

L'État démissionnaire

Conséquence directe des derniers soulèvements populaires incarnés par des scènes d'émeutes d'une rare violence aux quatre coins du pays, la défiance patente au sommet de l'Etat n'aura pas manqué de charrier une invraisemblable démission des pouvoirs publics. Démission dictée par l'effroi qui hante les tenants du pouvoir face à la grogne d'une rue décidée d'en découdre avec les symboles d'un système qui a failli devant la prolifération tous azimuts de la corruption, du clientélisme, de la bureaucratie, du chômage, de la hogra…

Qu'est-il advenu de nos villes et cités depuis les dernières émeutes ? Les échos qui parviennent chaque jour des différentes régions du pays sont les mêmes. Des scènes ahurissantes, chaotiques, parfois, meublent le quotidien des citoyens dans leurs quartiers.

Sous peu, l'on pensait que l'Etat policier infligé à nos voisins tunisiens par le dictateur déchu avait fini par faire des émules parmi nos dirigeants, à telle enseigne que les excès de zèle des tuniques bleues ou vertes alimentaient les discussions dans toutes les chaumières.

Des agents intraitables qu'on a obligé de verbaliser y compris les piétons qui se hasarderaient à enfreindre les règles de la circulation… piétonne alors que les retraits de permis étaient devenus la hantise de tous les automobilistes, et notamment les pères de familles qui n'avaient pour métier que celui de chauffeur. Des policiers que l'on vient aussi de «retirer de la circulation», au grand bonheur des voyous et délinquants qui sévissent, désormais, en toute impunité. Par «prévoyance, l'Etat a choisi de s'éviter son propre chaos en infligeant à ses sujets le pire des supplices.

«Les problèmes d'hygiène, d'environnement, de transport, de circulation urbaine, de stationnement anarchique, de commerce informel, ainsi que de bureaucratie sont nos priorités», avait déclaré M. Ould Kablia, en octobre dernier, au lendemain du dernier mouvement dans le corps des walis.

Le ministre de l'Intérieur, qui avait notamment insisté sur la sécurité des personnes et des biens, a opéré, au lendemain des dernières émeutes, une volte-face troublante en déclarant que l'Etat n'a jamais dit qu'il allait faire la chasse aux vendeurs à la sauvette, qui n'ont d'autres ressources pour se nourrir que le commerce informel.

Des milliers de jeunes squatteront la rue aussitôt, assimilant la déclaration de Ould Kablia à un quitus, y compris pour commettre des abus en tous genres. Indubitablement, l'impertinence du discours officiel a mis le pays tout entier dans une situation d'anarchie chronique.

D'autant que par son incapacité à proposer des solutions pérennes aux aspirations citoyennes, le pouvoir risque également par sa résignation avérée d'être confronté à des conséquences plus graves, en ce sens, que les ingrédients d'une implosion sociale sont désormais réunis. Citons, à ce titre, la situation qui prévaut dans l'une des plus importantes villes du pays : Constantine.

Des dizaines de commerçants dûment établis dans leurs locaux, depuis des lustres pour certains, et des locataires à gros budget pour d'autres, viennent de brandir la menace de baisser rideau et d'investir la rue, à partir de ce samedi, pour dénoncer le laisser-aller et l'impuissance des pouvoirs publics à rétablir l'ordre dans la cité.

Il s'agit plus précisément de l'ex-rue de France, devenue en l'espace de 15 jours le lieu de toutes les dérives, impossible à traverser et où l'air est devenu irrespirable. Et pour cause, des centaines de jeunes et de moins jeunes se disputent, dès l'aurore, la moindre petite parcelle de trottoir ou de chaussée, barricadant indifféremment les accès des magasins et des immeubles. Agressions, vols et scènes de violence y sont légion.

Plus frappant encore, il ne s'agit plus de petits revendeurs de pacotille, mais de vrais «magnats» de l'informel qui acheminent leurs gigantesques ballots de marchandises dans des fourgons, avant de les étaler sur des lits de camp ou à même le sol. On y a même vu des tentes de camping érigées à l'entrée même des magasins, des étals de plus de 20 mètres, parfois, obstruant les entrées de deux à trois commerces et des bijoutiers qui n'osent plus exposer leur vermeil en vitrine.

Par crainte de représailles, les commerçants légaux n'osent rien dire et passent leur journée au seuil de leur portillon à «apprécier» ce spectacle de désolation. Un «no man's land» que ni le wali de cette métropole, ni son chef de sûreté, auprès desquels les habitants et commerçants de la rue du 19-Juin se sont plaints, n'osent s'en approcher.

K. G.

ARCELORMITTAL ANNABA

Le plan de développement 2011/2015 entériné par le groupe du Luxembourg

Le plan de développement industriel requérant l'investissement de plus de 500 millions d'euros pour la rénovation et la réhabilitation des installations du complexe ArcelorMittal Annaba a reçu l'aval des responsables du géant mondial de la sidérurgie. Avant cela, le plan de développement avait été entériné lors de la réunion du conseil d'administration d'ArcelorMittal Algérie, tenue en date du 23 janvier dernier au siège du groupe étatique Sider, partenaire à hauteur de 30% dans le capital social de cette entreprise.

Photo : DR

Cette information a été faite à la fin de la semaine dernière aux syndicalistes par le directeur général d'ArcelorMittal Algérie, Vincent Le Gouic, après un séjour au Luxembourg, siège de cette multinationale du fer et de l'acier, où il avait présenté en détail le plan de développement en question.

L'investissement, qui fera l'objet de démarches pour son financement à travers un crédit bonifié octroyé par l'Etat algérien et dont le remboursement sera assuré à partir des gains obtenus de la vente du produit de l'usine, est, dans sa globalité, identique aux 140 millions de dollars obtenus par l'indien Ispat, lors de son installation en 2001 en Algérie. Selon le secrétaire général du syndicat d'entreprise d'ArcelorMittal Annaba, Smaïl Kouadria, une rencontre est prévue prochainement à Alger entre le premier responsable de la Centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi-Saïd, et le DG d'ArcelorMittal Algérie, en sa présence. Selon celui-ci, il sera question d'«arrêter une démarche commune et concertée sur l'accompagnement des investissements et l'élaboration d'une stratégie basée sur la fiabilité sociale et la relance du dossier Tuberie sans soudure (TSS)». Cette unité se trouve sans plan de charges depuis plus d'un an, alors que les besoins d'entreprises algériennes pour ce produit sont importants et peuvent relancer la demande en main-d'œuvre dans ce créneau, estime-t-on. Les 500 millions d'euros, une fois mobilisés, seront injectés, dans une première phase, dans le cadre de la remise en état du haut fourneau n°2, pour un coût de 90 millions d'euros, de l'agglomération n°2, d'un montant de 12 millions d'euros, ainsi que la rénovation complète de la cokerie, pour une enveloppe de l'ordre de 90 millions d'euros. L'amélioration de ces équipements stratégiques existants permettra au complexe d'atteindre, à la fin de l'année 2011, une production de 1,4 million de tonnes de fonte liquide par an.

La deuxième phase, dont l'objectif est d'atteindre 2,4 millions de tonnes de fonte liquide/an, consiste en l'implantation d'une installation de réduction directe (DRI).

Son coût global est estimé à quelque 300 millions d'euros. Tout en accompagnant la DG dans cette démarche bénéfique pour tous, le partenaire social poursuivra son combat pour l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des travailleurs.

Il interviendra à chaque fois qu'il le jugera nécessaire pour sauvegarder les intérêts de ces derniers. Comme il veillera à la mise en application des accords intervenus avec la DG pour les augmentations salariales, le recrutement et tous les autres droits acquis lors des négociations entre les deux parties.

A. Bouacha

Issad Rebrab renonce à son mégaprojet touristique à Souk El-Tenine sur le littoral Est béjaoui

Issad Rebrab a annoncé, en marge d'une visite effectuée, lundi dernier, par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs à la raffinerie du sucre de Béjaïa, que son groupe Cevital a finalement décidé de renoncer au mégaprojet du village touristique projeté dans la zone d'extension touristique (ZET) de Souk El-Tenine, sur le littoral Est de Béjaïa.

L'homme d'affaires algérien a motivé sa décision par «les contraintes bureaucratiques» auxquelles il fait face mais également par «la loi algérienne sur le foncier».

Ce mégaprojet touristique, pour rappel, était prévu sur une superficie de 26 ha au niveau de la zone d'extension touristique de Souk El-Tenine.

Le groupe Cevital a obtenu l'accord de principe pour la cession de l'assiette foncière devant recevoir ce mégaprojet touristique en 2007. Les études pour la réalisation du complexe touristique ont été confiées au bureau d'études Artec basé à Dubaï.

A. K.